

Unité départementale de Seine-et-Marne
14 rue de l'Aluminium
77547 SAVIGNY-LE-TEMPLE

SAVIGNY-LE-TEMPLE, le 18/12/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 17/11/2023

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

BIG BENNES

Mont Saint-Sébastien
77111 Soignolles-en-Brie

Références : E/23-3042

Code AIOT : 0006502713

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 17 novembre 2023 dans l'installation de tri-transit et regroupement de déchets exploitée par la société BIG BENNES et implantée dans la ZA Mont Saint-Sébastien à Soignolles-en-Brie (77111). L'inspection a été annoncée le 11 septembre 2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'inspection est réalisée dans le cadre du plan pluriannuel de contrôle de l'inspection (PPC) des ICPE.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- BIG BENNES
- ZA Mont Saint-Sébastien - 77111 Soignolles-en-Brie
- Code AIOT : 0006502713
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La Société BIG BENNES est autorisée, au bénéfice des droits acquis, par l'arrêté préfectoral n° 13 DCSE IC 035 du 29 mars 2013 à l'exploitation du centre de tri, transit, regroupement de déchets dangereux et non dangereux dans la ZA de Mont-Sébastien à Soignolles-en-Brie (77111).

La société BIG BENNES est également soumise à :

- **l'arrêté préfectoral n° 2014/DRIEE/UT77/217 du 12 novembre 2014** imposant la constitution de garanties financières et la modification de la rubrique n°2718-1 visée à l'arrêté préfectoral n° 13 DCSE IC 035 du 29 mars 2013 ;
- **l'arrêté préfectoral n° 2015/DRIEE/UD77/164 du 05 août 2016** imposant des prescriptions complémentaires pour son installation de stockage, de dépollution et de démontage de véhicules hors d'usage ;
- **l'arrêté préfectoral n° 2022/DRIEAT/UD77/058 du 28 juin 2022** imposant des prescriptions complémentaires sur les valeurs limites d'émissions gazeuses et aqueuses visées à l'arrêté préfectoral n° 13 DCSE IC 035 du 29 mars 2013 ;
- **l'arrêté préfectoral n° 2023/DRIEAT/UD77/083 du 17 juillet 2023** imposant des prescriptions complémentaires suite aux modifications des conditions d'exploitation de l'installation mentionnées dans le porter-à-connaissance transmis le 22 avril 2022.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- activité d'entreposage et de dépollution des VHU ;
- activité d'entreposage et de dépollution de bateaux de plaisance ;
- gestion des eaux de ruissellement ;
- gestion et disponibilité des moyens incendie ;
- contrôle des rejets (COV, poussières, effluents) ;
- contrôle des niveaux sonores ;
- contrôle des installations électriques.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du Code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de

statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du Code de l'environnement, des suites administratives ;

- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
3	Capacité de rétention des eaux incendie	Arrêté Préfectoral du 17/07/2023, article 2.7	Lettre de suite préfectorale	1 mois
4	Moyens incendie	Arrêté Préfectoral du 17/07/2023, article 71.3.2	Lettre de suite préfectorale	1 mois
5	Registre et consigne de vérification des vannes d'obturation	Arrêté Préfectoral du 29/03/2013, article 4.5.2	Lettre de suite préfectorale	1 mois
6	Analyse des rejets	Arrêté Préfectoral du 28/06/2022, article 2	Lettre de suite préfectorale	1 mois
9	Contrôle des installations électriques	Arrêté Préfectoral du 29/03/2013, article 7.5	Lettre de suite préfectorale	1 mois
14	Stockage des batteries	Arrêté Ministériel du 28/11/2012, article 41	Lettre de suite préfectorale	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Programme d'entretien du bassin étanche de 995 m ³ et des débourbeurs	Arrêté Préfectoral du 17/07/2023, article 4.6.4.1	Sans objet
2	Gestion des eaux usées provenant du laboratoire	Arrêté Préfectoral du 17/07/2023, article 4.6.6	Sans objet
7	Contrôle des COV et des rejets diffus	Arrêté Préfectoral du 29/03/2013, article 5.3.3	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
8	Contrôle des niveaux sonores	Arrêté Préfectoral du 29/03/2013, article 6.4	Sans objet
10	Entreposage des VHU	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 41-I	Sans objet
11	Registre VHU	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 44	Sans objet
12	Entreposage des bateaux de plaisance hors d'usage	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 25	Sans objet
13	Registre des bateaux de plaisance hors d'usage	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 28	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'installation de tri-transit et regroupement de déchets dangereux et non dangereux, exploitée par la société BIG BENNES, à Soignolles-en-Brie, est globalement exploitée conformément au porter-à-connaissances (PAC) transmis le 22 avril 2022.

Une vigilance doit être apportée aux déplacements de certains stockages (piles) par rapport à l'étude de dangers, transmise dans le PAC précité, qui peuvent remettre en cause cette étude.

En cas de fortes pluies, la plate-forme de stockage des déchets inertes, compte tenu de sa déclivité vers le bassin de stockage des eaux pluviales de 995 m³, entraîne vers celui-ci des boues. Les analyses des eaux rejetées dans le milieu naturel, à la sortie de ce bassin, sont alors chargées en MES et en DCO sur une grande période de l'année 2023.

La société BIG BENNES doit mettre en place des mesures supplémentaires pour pallier ces dépassements des valeurs seuils en MES ET DCO en sortie du bassin de stockage des eaux pluviales de 995 m³.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Programme d'entretien du bassin étanche de 995 m³ et des débourbeurs

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/07/2023, article 4.6.4.1
Thème(s) : Risques chroniques, traitement des effluents
Prescription contrôlée : L'exploitant établit un programme d'entretien du bassin et des débourbeurs-déshuileurs. Ce programme est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.
Constats : L'exploitant a démontré la mise en place d'un programme d'entretien du bassin et des débourbeurs/deshuileurs.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Gestion des eaux usées provenant du laboratoire

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/07/2023, article 4.6.6
Thème(s) : Risques chroniques, Gestion des eaux usées
Prescription contrôlée : Les eaux usées provenant du laboratoire sont récupérées dans une cuve de 1000 litres. Le contenu de cette cuve est vidangé par un organisme agréé lorsque le taux de remplissage atteint 80 % et est envoyé pour traitement dans une installation appropriée et dûment autorisée à cet effet conformément aux dispositions de l'article 8 de l'arrêté préfectoral n° 13 DCSE IC 035 du 29 mars 2013. ».
Constats : Les eaux usées provenant du laboratoire sont récupérées dans une cuve de 1000 litres. Cette cuve est vidangée 2 fois par an. Les dernières vidanges sont datées du 13/06/2023 et du 15/11/2023.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Capacité de rétention des eaux incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/07/2023, article 2.7
Thème(s) : Risques accidentels, capacité de rétention des eaux incendie
Prescription contrôlée : « En cas d'incendie, les eaux d'extinction sont retenues comme suit : <ul style="list-style-type: none">• dans la cuve de rétention de 120 m³ pour les eaux d'extinction issues de la zone Atelier,• dans le bassin de rétention de 995 m³ pour les plates-formes n° 2 et 3,• dans le bassin de 356 m³, pour les plates-formes n° 1 et 4. L'exploitant vérifie que les capacités de rétention sont disponibles en permanence. Cette vérification fait l'objet d'une consigne.
Constats : L'exploitant n'a pas été en mesure de transmettre la consigne de vérification de la disponibilité des capacités de rétention de : <ul style="list-style-type: none">– la cuve de rétention de 120 m³ (celle-ci est toujours vide en l'absence d'incident);– le bassin de rétention de 995 m³;– le bassin de 356 m³.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 1 mois

N° 4 : Moyens incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/07/2023, article 71.3.2
Thème(s) : Risques accidentels, Baches incendie - RIA - Extincteurs
Prescription contrôlée : La défense contre l'incendie est assurée au moyen : <ul style="list-style-type: none">• d'extincteurs à eau, à poudre de type A, B et C,• d'extincteurs spécifiques pour feux électriques,• d'extincteurs sur roue à poudre polyvalente de 50 kg positionnés à proximités des bennes,• de réserves de sable maintenu meuble et sec,• des produits absorbants ou neutralisants appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les produits stockés ou véhiculés,• d'une réserve d'incendie d'une capacité d'environ 1500 m³ équipée d'une aire permettant la mise en aspiration rapide des engins de secours dans celle-ci. L'exploitant présente en permanence un volume d'eau incendie minimal disponible de 720 m³. Ce suivi est consigné dans un registre tenu à la disposition de l'inspection des installations classées,• d'une bache souple de 720 m³ située en dehors du périmètre du site, à proximité de l'entrée

principale du site, cinq poteaux incendie sont reliés par des canalisations à cette bache de 720 m³. Ces poteaux sont implantés judicieusement à 100 mètres au plus du risque à défendre sur les plates-formes n° 1, 2 et 3 et sont distants entre eux de 150 m maximum ;

Les moyens de lutte contre l'incendie sont maintenus en bon état et font l'objet de contrôles périodiques par des organismes agréés, en application de la réglementation en vigueur.

Constats :

L'inspection des installations classées a vérifié la bonne disposition des RIA, des poteaux incendie, et de la bache incendie de 720 m³ sur le site conformément au porter-à-connaissance du 22 avril 2022 visé dans l'arrêté préfectoral n° 2023/DRIEAT/UD77/083 du 17 juillet 2023.

Un poteau incendie était rendu inaccessible par des stockages.

La disponibilité en eau des poteaux incendie a été vérifiée le 13/02/2023.

La vérification de la disponibilité en eau des RIA est datée du 10/11/2023.

L'inspection des installations classées a constaté la disponibilité en eau de la mare de 1500 m³ équipée d'une aire d'aspiration.

L'inspection des installations classées reste dans l'attente du rapport de vérification des extincteurs qui n'était pas disponible lors de l'inspection du 17/11/2023. Toutefois, l'inspection des installations classées retient que la société BIG BENNES a pu justifier de l'entretien des extincteurs en 2023.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale

Proposition de délais : 1 mois

N° 5 : Registre et consigne de vérification des vannes d'obturation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/03/2013, article 4.5.2

Thème(s) : Risques accidentels, Isolement du site

Prescription contrôlée :

Les réseaux de collecte de l'établissement sont équipés d'obturateurs de façon à maintenir toute pollution accidentelle sur le site.

Ces dispositifs sont maintenus en état de marche, signalés et actionnables en toute circonstance.

Leur entretien et leur mise en fonctionnement sont définis par consignes.

Ces dispositifs font l'objet d'opération de contrôle et de maintenance périodiques selon les fréquences fixées par l'exploitant.

Les résultats des opérations sont consignés dans un registre tenu à la disposition de l'inspection.

Constats :

Les vannes d'isolement présentes sur le site sont signalées et actionnables en toute circonstance (présence de panneau et des clés).

Un planning de vérification est mis en place. Celui-ci prévoit une vérification des vannes tous les 2 mois. La dernière vérification est datée du 23/10/2023.

Les résultats de ces vérifications sont conservés.

L'exploitant a transmis la consigne de vérification de ces vannes lors de l'inspection.

L'inspection des installations classées demande que ces vannes soient positionnées sur le plan situé à l'entrée du site.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale

Proposition de délais : 1 mois

N° 6 : Analyse des rejets

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 28/06/2022, article 2

Thème(s) : Risques chroniques, rejet des effluents dans le milieu naturel

Prescription contrôlée :

Les eaux pluviales doivent, avant rejet au milieu naturel respecter les valeurs limites et les fréquences de contrôle indiquées dans l'article 2 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 28 juin 2022.

Constats :

L'exploitant respecte la périodicité des analyses conformément à l'article 2 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 28 juin 2022.

Ces analyses transmises sur l'application GIDAF, laissent apparaître des dépassements récurrents, en 2023, pour les matières en suspension (MES) et les DCO.

Lors de l'inspection, la société BIG BENNES explique que les dépassements des valeurs seuils en MES et en DCO sont dus aux écoulements des eaux de ruissellement provenant de la zone de stockage des déchets inertes lors des fortes pluies. Malgré un passage de la balayeuse, tous les 15 jours et un changement des filtres de la station toutes les 6 semaines, les analyses des effluents en MES et en DCO continuent de dépasser les valeurs seuils.

L'exploitant mentionne que le nouveau porter-à-connaissance (PAC) déposé auprès de l'inspection des installations classées en 2023 permettra probablement d'améliorer les analyses sur les MES et les DCO. Pour rappel, ce PAC prévoit une modification du positionnement de la zone de stockage des déchets inertes et un revêtement du bassin de 995 m³.

Dans l'attente de ces modifications de l'installation, l'inspection des installations classées demande à l'exploitant la mise en œuvre de moyens supplémentaires pour satisfaire les valeurs seuils des MES et des DCO.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale

Proposition de délais : 1 mois

N° 7 : Contrôle des COV et des rejets diffus

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/03/2013, article 5.3.3

Thème(s) : Risques chroniques, Rejet à l'atmosphère

Prescription contrôlée :

Les caractéristiques des rejets font l'objet de prélèvements et d'analyses annuels par un organisme agréé.

Constats :

Le dernier rapport de contrôle des COV et des rejets diffus est daté du 19 juillet 2023.

Les émissions canalisées rejetées ne contiennent pas plus de 70,9 mg/Nm³ en carbone total de la concentration globale de l'ensemble des COV.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Contrôle des niveaux sonores

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/03/2013, article 6.4
Thème(s) : Risques chroniques, Analyse de bruit
Prescription contrôlée : L'exploitant fait réaliser tous les trois ans, à ses frais, une mesure des niveaux d'émissions sonores en limites de propriété et en zone d'émergence réglementée les plus proches.
Constats : L'exploitant fait réaliser tous les trois ans une mesure des émissions sonores en limites de propriété et en zone d'émergence réglementée les plus proches. Pour rappel, une mesure a eu lieu en décembre 2021 qui a montré la présence de deux non-conformités à proximité de l'établissement E3D. L'exploitant a expliqué que ces non-conformités sont liées à la présence de la torchère exploitée par Suez. Néanmoins, la société BIG BENNES a réalisé une deuxième mesure des niveaux sonores au début de l'année 2022 aux deux points de mesures qui avaient révélé des non-conformités. En l'absence de fonctionnement de la torchère, les nouvelles mesures sont conformes.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : Contrôle des installations électriques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/03/2013, article 7.5
Thème(s) : Risques accidentels, Installations électriques
Prescription contrôlée : Un contrôle est effectué au minimum une fois par an par un organisme agréé.
Constats : La société BIG BENNES a mis à la disposition de l'inspection des installations classées le dernier rapport de vérification des installations électriques daté du 02 février 2023. Ce dernier fait apparaître des non-conformités récurrentes qui n'ont pas été levées depuis le rapport de vérification des installations électriques de 2022.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 1 mois

N° 10 : Entreposage des VHU

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 41-I
Thème(s) : Risques accidentels, entreposage des VHU
Prescription contrôlée : L'empilement des véhicules terrestres hors d'usage est interdit, sauf s'il est utilisé des étagères à glissières superposées (type rack). Les véhicules terrestres hors d'usage non dépollués ne sont pas entreposés plus de six mois. La zone d'entreposage est distante d'au moins 4 mètres des autres zones de l'installation. Elle est imperméable et munie de dispositif de rétention. La zone d'entreposage des véhicules accidentés en attente d'expertise est une zone spécifique et identifiable. Elle est imperméable et munie de rétentions.
Constats : Aucun empilement des véhicules terrestres hors d'usage n'a été constaté sur le site.

Des VHU non dépollués, arrivés le jour de l'inspection, n'étaient pas encore stockés dans des conditions respectant les distances d'entreposage. A ce titre, il a été rappelé à l'exploitant que la zone d'entreposage doit être distante d'au moins 4 mètres des autres zones de l'installation.

Toute la zone dédiée à la dépollution et au stockage des VHU non dépollués est imperméable et munie de dispositif de rétention.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 11 : Registre VHU

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 44

Thème(s) : Autre, registre des VHU reçus

Prescription contrôlée :

L'exploitant établit et tient à jour un registre où sont consignés pour chaque véhicule terrestre hors d'usage reçu les informations suivantes :

- la date de réception du véhicule terrestre hors d'usage ;
- le cas échéant, l'immatriculation du véhicule terrestre hors d'usage ;
- le nom et l'adresse de la personne expéditrice du véhicule terrestre hors d'usage ;
- la date de dépollution du véhicule terrestre hors d'usage ;
- la nature et la quantité des déchets issus de la dépollution du véhicule terrestre hors d'usage ;
- le nom et l'adresse des installations de traitement des déchets issus de la dépollution du véhicule terrestre hors d'usage ;
- la date d'expédition du véhicule terrestre hors d'usage dépollué ;
- le nom et l'adresse de l'installation de traitement du véhicule terrestre hors d'usage dépollué.

Constats :

L'exploitant a mis à la disposition de l'inspection des installations classées le registre des VHU.

Toutes les informations répertoriées à l'article 44 de l'arrêté ministériel du 26/11/2012 sont renseignées.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 12 : Entreposage des bateaux de plaisance hors d'usage

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 25

Thème(s) : Autre, contrôle de l'entreposage

Prescription contrôlée :

I. Entreposage des déchets issus de bateaux de plaisance ou de sport avant dépollution :

L'empilement des déchets issus de bateaux de plaisance ou de sport est interdit, sauf s'il est utilisé des étagères à glissières superposées (type rack).

Les déchets issus de bateaux de plaisance ou de sport non dépollués ne sont pas entreposés plus de 6 mois.

La zone d'entreposage est distante d'au moins 4 mètres des autres zones de l'installation. Elle est imperméable et munie de dispositif de rétention.

La zone d'entreposage des bateaux de plaisance ou de sport accidentés en attente d'expertise est une zone spécifique et identifiable.

Constats :

A la date de l'inspection, l'activité liée à la dépollution des bateaux n'avait pas débutée.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 13 : Registre des bateaux de plaisance hors d'usage

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 28
Thème(s) : Autre, registre des bateaux de plaisance hors d'usage
Prescription contrôlée : L'exploitant établit et tient à jour un registre où sont consignées pour chaque déchet issu de bateaux de plaisance ou de sport reçu les informations suivantes : <ul style="list-style-type: none">- la date de réception du déchet issu de bateaux de plaisance ou de sport ;- le cas échéant, l'immatriculation du déchet issu de bateaux de plaisance ou de sport ;- le nom et l'adresse de la personne expéditrice du déchet issu de bateaux de plaisance ou de sport ;- la date de dépollution du déchet issu de bateaux de plaisance ou de sport ;- la nature et la quantité des déchets issus de la dépollution du déchet issu de bateaux de plaisance ou de sport ;- le nom et l'adresse des installations de traitement des déchets issus de la dépollution du déchet issu de bateaux de plaisance ou de sport ;- la date d'expédition du déchet issu de bateaux de plaisance ou de sport dépollué ;- le nom et l'adresse de l'installation de traitement du déchet issu de bateaux de plaisance ou de sport dépollué.
Constats : La société BIG BENNES a mis en place le registre de dépollution des bateaux de plaisance qui permet de regrouper l'ensemble des informations mentionnées à l'article 28 de l'arrêté ministériel du 06/06/2018. Ce registre est vide en l'absence d'activité de dépollution de bateaux de plaisance.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 14 : Stockage des batteries

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 28/11/2012, article 41
Thème(s) : Risques chroniques, entreposage
Prescription contrôlée : Les batteries contenant des PCB et des PCT sont entreposées dans des conteneurs spécifiques fermés et étanches, munis de rétention.
Constats : L'inspection des installations classées a constaté des batteries stockées dans des conteneurs non fermés, dehors, sans rétention adéquate. Les effluents issus de ces batteries ruissellent sur la dalle, en laissant des traînées orange conformément la photo ci-dessous :



Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale

Proposition de délais : 1 mois

